

**MANIFESTE**  
**POUR une REVOLUTION CITOYENNE et SOUVERAINE AFRICAINE**

**Préambule :**

Nous, Parti de gauche et Partis progressistes africains, devons faire converger les luttes des peuples du monde entier, particulièrement d'Europe et d'Afrique, pour la conquête de la souveraineté politique, économique, militaire, financière et culturelle de ces peuples et pour la mise en commun des expériences de développement autocentré respectueux de l'environnement.

C'est une révolution car elle met en place dans de nombreux secteurs une forme sociale de propriété des moyens de production tout en laissant libre cours à l'initiative entrepreneuriale. Elle change la hiérarchie des normes qui organise la société en affirmant le principe de la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt privé : du pillage des ressources énergétiques et des matières premières à la pleine souveraineté sur ces ressources, de l'exploitation productiviste à un développement calé sur les besoins sociaux, de l'extraversion à un développement social et autocentré, de la financiarisation à une économie saine, du management dévastateur des espaces et des consciences à un management durable.

C'est une révolution citoyenne car elle doit impliquer davantage nos peuples dans tous les domaines de la vie de la société ; c'est une réappropriation de l'initiative politique des citoyen-ne-s dans le but de déterminer partout et sur tous les sujets quel est l'intérêt général des Etats et des peuples africains.

C'est une révolution souveraine car elle veut mettre fin à « l'excision économique qui tue l'Afrique avec l'assentiment de puissances occidentales » (Aminata Dramane Traoré in l'Afrique mutilée) non pas sous la forme unidirectionnelle d'une réparation mais sous la forme d'un renouveau et d'une régénérescence impliquant les deux parties.

C'est une révolution citoyenne et souveraine car elle veut donner le pouvoir à chacun, non pour défendre des intérêts particuliers mais pour définir l'intérêt général, et ce dans le cadre d'un pluralisme politique.

## **Nous, militants du Parti de Gauche, d'un côté**

-Soucieux d'une part des dégâts aux pays africains ayant pour source le colonialisme puis le néo-colonialisme (sous toutes ses formes), et des difficultés qu'ont certains patriotes à prendre en mains le destin de leur peuple et d'autre part, soucieux de faire avec exactitude des propositions de sortie de cette situation où **l'étranger dans la société française est pris comme cause des maux sociaux** face à des difficultés économiques sur le territoire national français.

-Conscients que la nouvelle phase de l'impérialisme conduit les puissances de l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord mais aussi de nouveaux acteurs moyen-orientaux et extrême-orientaux, à **déstabiliser des sociétés africaines souveraines** et à diviser les peuples en instrumentalisant des cultures et des religions pour mieux mettre la main sur les richesses naturelles.

-Conscients que les rapports entre les puissances capitalistes de l'Europe de l'Ouest, de l'Amérique du Nord et l'Afrique et en particulier la « Françafrique », subissent une nouvelle évolution sous le quinquennat du Président François Hollande : après la « Françafrique » de l'inféodation étatique, puis la « Françafrique » privatisée pour la défense des intérêts des multinationales françaises, nous assistons à **l'avènement d'une « Françafrique normale »** c'est-à-dire dont les excès seraient gommés mais dont les principes demeurent car elle n'est que la continuation des formes qui l'ont précédée ; or nous pensons qu'il n'est pas normal que l'Afrique continue à être exploitée, que ses peuples continuent à être maltraités, qu'elle soit encore sous tutelle militaire et financière ; nous pensons en conséquence que seule une révolution citoyenne des peuples permettra de sortir de cette impasse.

-Même si nous estimons que la France n'a vocation ni à régenter ni à s'ingérer dans les affaires et les choix des peuples africains, le Parti de Gauche se doit en tant que parti internationaliste de **créer au niveau bilatéral et international les conditions de nouvelles solidarités réciproques** afin d'en finir avec la « Françafrique » non seulement sur le plan formel mais surtout sur le plan économique. Nous ne pourrons le faire qu'en renforçant nos liens de façon à faire évoluer le niveau de conscience politique de nos concitoyens et à donner à nos peuples l'opportunité de se saisir de leur destin.

## **Par ce manifeste le Parti de Gauche s'engage :**

- À lutter contre l'isolement des forces progressistes africaines dans leur pays respectifs, conduisant parfois à leur destruction.
- À leur apporter aide et soutien dans la nécessité de fédérer les efforts des uns et des autres de façon à rendre plus efficace l'action commune pour un salut national et continental s'inscrivant dans un internationalisme de luttes communes.
- À apporter aide juridique et campagne de sensibilisation dans les médias en cas d'arrestation pour délit d'opinion politique d'un membre du parti progressiste africain signataire de ce présent manifeste.

En cas de prise de pouvoir total ou partiel :

- À établir avec les forces progressistes africaines des relations de co-développement, basées notamment sur une formation intensive des forces productives, avec un concours à la recherche-développement et un transfert des savoir-faire les plus variés et adaptés aux besoins des peuples africains.
- À aider les pays africains à sauvegarder la diversité culturelle à travers la promotion de l'industrie culturelle africaine et la présence de langues africaines dans les grands média et sur l'Internet.
- À contribuer à la naissance d'une industrie africaine, basée sur des énergies propres et renouvelables.
- A œuvrer, de concert avec les forces progressistes africaines, à débarrasser l'Afrique de troupes étrangères d'occupation.
- A participer dans la création d'une école africaine de formation politique dont l'objectif sera de donner à nos citoyens en particulier aux jeunes les moyens intellectuels, techniques, moraux et idéologiques permettant d'acquérir une pleine conscience citoyenne, démocratique, solidaire et une bonne compréhension des rouages de la politique mondiale. L'école dans un premier temps pourrait démarrer virtuellement sur l'internet.

Le Parti de Gauche et les Partis progressistes africains croient fermement que l'Afrique sera libérée de tous les maux imposés au cours de son histoire et demandent à cet effet à tous les africains et amis de l'Afrique de contribuer pour la réussite de ce noble objectif.

## Le Constat :

### **Nous, militants des Partis progressistes africains, de l'autre côté**

-Conscients de l'étroite interdépendance de nos pays respectifs dans le contexte d'un capitalisme néolibéral qui trouve son reflet dans un **capitalisme de connivence** (pour reprendre les termes de Samir Amin) articulé sur des Etats dépendants et compradores par opposition à l'Etat national engagé sur une voie de développement économique et social viable.

- Conscients que l'élaboration en commun d'un manifeste pour une révolution citoyenne et souveraine en Afrique peut déboucher d'une part sur un **socle solide d'exigences immédiates** sur lesquelles nous pourrions focaliser notre action, d'autre part sur **une mise en commun d'expériences de nos combats**.

Dans le cas de nos pays africains, nous nous inspirons :

- de l'expérience des révolutions citoyennes des forces de gauche des pays d'Amérique Latine qui ont accédé au pouvoir par la voie démocratique **au moyen des élections** et qui se sont engagés dans un processus d'humanisation des rapports face à l'impérialisme américain, en décidant de se réapproprier leur richesse nationale, en refusant les diktats de la finance internationale en particulier par le refus des dettes illégitimes, en bâtissant des services publics solides au service du peuple et en pratiquant une politique de justice sociale re-distributive.

- de l'échec et de l'écroulement du communisme d'Etat en même temps que de **la conversion aboutie de la social-démocratie en un social-libéralisme** d'accompagnement et de rafistolage du système capitaliste globalisé.

- du **bilan du capitalisme dans les périphéries du système** : constitution de fortunes locales par acquisition d'actifs déjà existants sans adjonction autre que négligeable aux capacités productives, spéculation foncière, positions monopolistiques renforcées par un accès quasi-exclusif au crédit bancaire, subventions colossales de l'Etat pour favoriser l'émergence de ces monopoles ou oligopoles privés, refus de l'impôt progressif, justice et police au service des puissants, détournement de fonds publics, détérioration des conditions salariales, affaiblissement des syndicats etc...

Nous avons la ferme conviction que les peuples, écrasés par le rouleau compresseur néolibéral (démantèlement de l'Etat et des services publics, libéralisations et privatisations, austérité généralisée...) et néo-colonial (la soi-disant fatalité de la corruption et l'instrumentalisation de l'ethnisme), peuvent renverser l'ordre établi à la condition de **construire un rapport de forces durable** dans la société contre les pouvoirs économiques et financiers et leurs représentants. Pour cela deux conditions : il faut poursuivre des objectifs qui s'inscrivent dans une radicalité concrète, elle-même rendue possible par la mise en place d'une méthode permanente : **l'implication populaire**, sachant comme le disait Franz Fanon que « l'habileté du colonisé ne peut être en dernier ressort que son courage, la conception lucide de ses objectifs et de ses alliances, la ténacité qu'il apporte à sa libération ».

## Ensemble

Nous considérons que ces principes sont transposables dans un pays européen comme la France et osons espérer qu'ils le sont aussi dans les pays africains, c'est en tout cas le fondement de cette proposition de manifeste.

Selon FX Verschave, la « Françafrique » est née avec une nouvelle légalité internationale qui est l'indépendance alors que la France voulait maintenir la dépendance. La France l'a fait en mettant en place un système occulte de corruption profitant aux pantins qu'elle a nommé comme « gouverneurs noirs » de ces pays, en les encourageant à puiser dans les caisses de leur propre pays, en contrepartie d'un prélèvement de matières premières à des prix défiant toute concurrence et de détournements des flux financiers qui en découlent. Il est grand temps que cesse cet état de dépendance politique, économique mais aussi mentale et qu'advienne **un nouvel équilibre** respectueux des intérêts de chacun, individu et société, mais surtout s'insérant dans une autre mondialisation sociale et écologique plutôt que financière.

C'est pendant les périodes durant lesquelles la robustesse de la réalité paraît s'affaiblir, se défaire, par exemple lorsque les nombreux mensonges d'Etat se dévoilent au grand jour ou lorsque les promesses du pouvoir ne sont de toute évidence pas tenues ou quand dans le cadre des aventures folles de la finance des situations qui semblaient devoir se poursuivre indéfiniment s'effondrent brutalement, qu'alors la révolte individuelle et collective peut prendre appui pour contester l'ordre social.

**La principale tâche d'un mouvement de révolution citoyenne et souveraine est d'une part de susciter des événements propres à mettre à l'épreuve la réalité et à en dévoiler la fragilité ; d'autre part de rendre possible cette mise en commun des expériences individuelles, de lui donner un langage et des lieux d'expression.**

## L'engagement

### A travers ce manifeste nous nous engageons donc :

#### 1 Pour une indépendance réelle :

La révolution citoyenne et souveraine présuppose le passage des indépendances formelles à la conquête de la souveraineté ; elle vise l'indépendance réelle de chaque nation basée sur la non-dépendance économique par rapport au capital financier international et sur la capacité du peuple à défendre, y compris sur le plan militaire, son indépendance.

Le Parti de gauche s'engage à promouvoir et à mettre en œuvre en cas d'arrivée au pouvoir les engagements suivants :

La France ex pays colonisateur et actuel impérialisme de second rang mais encore majeur en Afrique, doit d'une part renoncer à toute présence militaire en soutien aux tyrans en place sous prétexte d'accords de coopération qui ne font que pérenniser la colonisation, d'autre part **être le garant d'une transition vers une autonomie militaire et policière républicaine**. Cette transition doit être un processus coordonné de « républicanisation » de l'armée française et des armées africaines ; une attention particulière devra être apportée aux forces armées des dictatures les plus ethnicisées.

La prégnance des intérêts de la France est forte dans sa défense de positions conservatrices aux dépens des peuples africains. Outre les aspects économiques prédominants, il y va aussi du rôle international de la France et de son influence et de sa représentativité au sein de la communauté internationale car c'est grâce à l'Afrique que la France dispose d'un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Le Parti de gauche considère donc qu'il est nécessaire de **remettre en cause les fondements de cette prédominance** qui repose encore trop sur la défense d'avantages acquis, au profit d'une relation d'échange égal, de solidarité et d'entraide non biaisée entre nos nations.

Le Parti de gauche considère que la France une fois engagée dans un processus de révolution citoyenne devra être vigilante quant au choix de ses partenaires et devra veiller à ce que la réorientation de sa politique, qui conduira forcément au renoncement à certaines facilités économiques, se fasse dans une démarche de solidarité et de rééquilibrage entre partenaires choisis.

#### Nous, forces progressistes africaines nous engageons à :

Mener une réflexion approfondie sur les facteurs déterminants d'une indépendance nationale véritable (politique, culturelle, économique, énergétique, monétaire, technologique, militaire, etc.) et développer des programmes politiques intégrés dans une vision panafricaine.

Œuvrer pour que nos peuples retrouvent confiance en eux-mêmes, travailler pour mettre fin à l'idée que le développement viendra de l'extérieur. Des siècles de domination ont profondément sapé la fierté et l'auto-responsabilisation individuelles et collectives. L'indépendance mentale étant indispensable pour une indépendance économique et politique effectives, nous, forces progressistes africaines, nous engageons à régénérer cette confiance en prenant le peuple comme force motrice de notre action non comme « force d'appoint ».

Pour faire face à la puissance financière et médiatique de l'impérialisme, la solidarité des forces progressistes d'Afrique ainsi que des autres continents est une exigence de survie. Nous nous engageons donc à développer, avec les forces progressistes d'Europe, d'Amérique et du monde entier, un large éveil des consciences et une synergie de combat pour une révolution citoyenne.

Œuvrer pour que cette indépendance réelle passe aussi par le respect des règles d'occupation des sols par ses occupants traditionnels. L'administration coloniale a légué des règles de propriété foncière simplificatrices en réputant propriété de l'Etat ce qui avait été capté par le colon. **Un cadastre doit être reconstitué si tel n'est pas encore le cas** afin de réglementer la propriété privée des parcelles dans le but d'éviter toute spoliation administrative au bénéfice de puissants nationaux ou étrangers.

## **2 Pour une réappropriation des richesses nationales :**

La révolution citoyenne et souveraine présuppose une volonté des peuples de se réapproprier les richesses nationales, de mettre fin au système oligarchique qui confie ces richesses à une minorité profiteuse. Elle n'ignore pas la dimension pan-africaine dans sa lutte contre les prédateurs internationaux.

Elle favorise l'avènement d'un éco-socialisme devant répondre aux besoins sociaux tout en préservant les ressources naturelles. La révision en profondeur du système de production passe par un rééquilibrage au niveau industriel : d'un côté, relocalisation, reconversion industrielle et limitation de la production à ce qui est nécessaire, de l'autre, industrialisation recentrée sur les réels besoins et agriculture paysanne au service de la souveraineté alimentaire, refus de devenir la poubelle des déchets du monde.

L'appropriation des moyens de production par les travailleurs et les alternatives de l'économie sociale et solidaire en termes d'autogestion et de coopératives seront privilégiés, ce qui ne signifie pas qu'aucune place ne soit accordée à l'entreprise privée de façon à préserver le dynamisme et la capacité d'innovation de certains acteurs entrepreneurs.

Ce nouveau type de développement se fera grâce à des méthodes de planification écologique permettant d'intégrer les objectifs de long terme dans le raisonnement socio-écologico-économique. Il se fera dans un cadre de protectionnisme à définir, de façon à protéger les activités émergentes des ravages de producteurs internationaux ne répondant pas aux mêmes critères de développement éco-socialistes.

Le Parti de Gauche veut que la France construise **un véritable partenariat d'égal à égal** avec les pays africains : un nouveau modèle de développement reste à inventer qui favorise l'appropriation collective des richesses et des biens communs africains par les Africains, qui permette une vraie souveraineté agricole et un développement industriel au service des peuples dans le respect de l'environnement.

Le Parti de Gauche **veut que la France en finisse avec la politique d' « extraction »** des richesses de l'Afrique, qu'il s'agisse de ses matières premières ou de ses compétences humaines ; il condamne l'accaparement des terres et il agira au profit d'un développement autocentré respectueux des intérêts des peuples africains et d'échanges équilibrés. Il s'agira en particulier d'obliger les industries extractives à calculer les coûts complets économiques mais aussi humains et environnementaux, à déterminer en conséquence les prix justes auxquels ces matières premières doivent être payées. Car la lutte contre le productivisme en France et en Europe passe aussi et peut-être même d'abord par un relèvement progressif

des prix des matières premières payées aux pays dominés, obligeant alors l'industrie à réagir dans un sens favorable à la reconversion écologique.

Le Parti de Gauche exige que les comptes et les pratiques des entreprises privées actives en Afrique subissent les contrôles indispensables pour garantir une totale transparence de leurs activités.

### **Nous, forces progressistes africaines nous engageons à :**

Œuvrer afin de faire prendre conscience à nos peuples que les terres, le sous-sol, les eaux et les airs sont leurs biens communautaires et qu'aucune personne ou un groupe d'individus ne doit s'en accaparer pour des intérêts personnels. Ces biens appartenant aux générations actuelles et futures, doivent donc être exploitées de manière durable et au profit de la majorité de la population.

Lutter en vue d'une reprise en main par les forces progressistes africaines des leviers de l'économie africaine, notamment les terres, les forêts, les mines, les infrastructures, les ports, aéroports, les industries et les barrages etc...

Imposer le principe selon lequel la concession du sol ou du sous-sol aux fins d'exploration ou d'exploitation minière, pour une implantation d'une usine, ou à des fins d'exploitation agricole intensive devra se faire dans la transparence après une concertation démocratique des populations locales. L'impact environnemental, social et économique sur le plan local et national devra être préalablement analysé de façon rigoureuse et expliqué aux populations.

Réorienter l'économie africaine en fonction des besoins endogènes des producteurs et des collectivités de base.

Initier des référendums locaux auprès des populations concernées par les industries extractives en vue d'une meilleure définition des bénéfices respectifs

Nouer avec les forces progressistes du monde des partenariats mettant à contribution les avantages et capacités des uns et des autres (ressources, savoir-faire, technologies, expériences) en vue d'une coopération de développement social et non de prédation.

Mettre en œuvre systématiquement le principe du mieux-disant en matière de coopération économique : non-ingérence et respect de la souveraineté des Etats africains, transfert de technologie, meilleure offre technique et financière

Faire un audit des privatisations selon le principe de la primauté des intérêts collectifs

Instaurer le principe de la justice fiscale et procéder à la révision des codes d'investissements

Lutter pour la justice économique en exigeant un: prix minimum garanti des matières premières sur le marché international et solidarité internationale

Lutter contre l'opacité des contrats miniers et exiger la transparence dans la mise en place des partenariats économiques avec obligation de renégocier ou d'annuler les contrats léonins ou désavantageux pour l'Afrique.

Veiller à ce qu'une nouvelle oligarchie locale ne se substitue pas à l'oligarchie étrangère, pour mieux exploiter son propre peuple. Lorsque la volonté politique s'installe au poste de commandement, il est possible de faire autrement face aux marchés.



### **3 Pour des services publics au service du peuple, pour une souveraineté monétaire retrouvée, pour la justice sociale :**

La révolution citoyenne et souveraine présuppose une volonté pour chaque peuple de reprendre possession des « biens communs » à savoir l'eau, les sources d'énergies, et des services publics qui jouent un rôle social et écologique essentiel : la santé, les transports collectifs, les services postaux, téléphoniques et bancaires de base. Ces services publics doivent être socialisés de façon à garantir l'articulation entre l'Etat garant de l'égalité républicaine et l'action des citoyens, syndicats, usagers.

La révolution citoyenne et souveraine réaffirme en particulier l'exigence d'émancipation portée par l'école publique seule à même de garantir le consentement à un contrat social partagé par tous.

La révolution citoyenne et souveraine présuppose que chaque peuple soit responsable de sa politique monétaire, ce qui n'interdit pas l'idée de monnaie commune mais à la condition que ce ne soient pas des experts auto-désignés qui s'en saisissent pour mettre les peuples au service de l'économie.

La dette qui étrangle beaucoup de pays devra être auditée et réexaminée de façon à isoler ce qui doit effectivement être remboursé de ce qui relève de la notion de dette odieuse. Les cessions d'actifs publics seront systématiquement remis en question afin de vérifier que le prix payé par les acheteurs correspond bien à la valeur de ces actifs, faute de quoi ils seront transférés à des sociétés anonymes dans lesquelles l'Etat sera actionnaire à hauteur de la différence entre la valeur réelle et la valeur payée par ces acheteurs qu'ils soient locaux ou étrangers.

Le crédit doit être replacé sous le contrôle de la Banque Centrale de chaque pays : les facilités extravagantes accordées aux monopoles doivent être supprimées au bénéfice de l'expansion de crédits aux entreprises petites ou moyennes existante ou à créer.

La loi doit fixer le salaire minimum et les droits des travailleurs doivent faire l'objet de négociations tripartite. La loi fiscale fixe les règles de progressivité des impôts sur les revenus et les règles de taxation équivalente du capital de façon à éviter les inégalités de revenus disproportionnées entre les citoyens.

Le Parti de Gauche veut que **la France respecte ses engagements en matière d'Aide Publique au Développement**, tout en la rendant plus lisible, plus transparente et soumise au contrôle des parlements, plus coordonnée, mais aussi plus généreuse en dons et plus confiante envers les ONG locales. La France fera cesser son désintérêt croissant pour l'Afrique et fera le choix d'aider en priorité les pays africains qui s'engageront avec nous dans la révolution citoyenne.

Le Parti de Gauche veut que la France **rende aux pays africains de la zone CFA l'autonomie de gestion de leur monnaie**, et leur rendre le choix de créer d'autres monnaies communes sur leur continent s'ils le souhaitent, en suscitant les conditions économiques et politiques d'une évolution du Franc CFA sans que cela ne mette en péril les économies concernées ou ne renforce un autre type de prédation. Nous devons donc créer une instance de réflexion commune pour faire des propositions concrètes de sortie du système actuel.

## Nous, forces progressistes africaines nous engageons à :

Donner priorité aux services publics à effets d'entraînement structurant tels que l'éducation et la formation professionnelle qualifiante, l'eau, l'énergie à bas coût, l'habitat social, la santé publique, l'environnement et les communications.

Faire de la monnaie nationale ou régionale un instrument de souveraineté et de développement

Faire un audit sur les politiques de la dette publique et d'aide extérieure en vue d'en démasquer les pièges et les mensonges et de mieux les orienter socialement.

Revoir les politiques des revenus à partir d'une étude globale des coûts et des performances en vue de garantir un salaire de base décent et de réduire les inégalités, en concertation avec les syndicats.

La corruption et les malversations économiques sont quelques-unes des principales voies dont se servent les élites africaines pour s'accaparer les biens communautaires et de l'Etat. Par la corruption, nos dirigeants hypothèquent la souveraineté de nos pays, bradent les terres, le sous-sol, les ressources halieutiques voire les services publics aux multinationales ou aux relais locaux. Les conséquences sont désastreuses notamment une jeunesse à l'esprit de lucre, perdant les valeurs de patriotisme et de solidarité, des élections corrompues par l'achat des consciences des électeurs, des organisateurs et même des observateurs dits indépendants, des chefs des forces de défense et de sécurité prêtes à se vendre au plus offrant, etc. Pour éradiquer ce fléau, nous, forces progressistes africaines devons mettre en place des conditions de transparence dans toutes les procédures concernant les salaires, les passations de marché, le budget de l'Etat, nous soumettre au contrôle réel de la population et mettre en place des sanctions implacables.

## 4 Pour une refondation républicaine :

La révolution citoyenne et souveraine présuppose le respect du vote citoyen, la liberté d'expression, de manifestation et d'organisation de la société civile et des partis politiques, l'égalité des moyens attribués aux partis. La révolution citoyenne et souveraine favorise la non-ingérence dans les affaires d'un Etat souverain, la coopération plutôt que la concurrence, le bon gouvernement plutôt que la promotion des pratiques fallacieuses de « bonne gouvernance ».

Cela passe par l'organisation des processus constitutifs pour **refondre le système politique**, le développement et la multiplication des formes de consultation des populations (élections, référendums, référendums révocatoires...) mais aussi par **la démocratisation du spectre médiatique** (soutien à la création de médias communautaires, garantie d'indépendance des journalistes et liberté de la presse,...), le développement de l'éducation populaire et le renforcement de la démocratie participative à tous les échelons.

Le peuple construit son émancipation à travers la mise en place de politiques concrètes qui progressivement ouvrent la voie à une transformation plus profonde des structures de la société et ce dans le cadre d'un vif et sain conflit démocratique.

L'exigence de démocratie réelle est fondamentale et s'exprime d'abord par la garantie d'élections libres et non truquées mais aussi sur un processus de recensement vrai et sur un découpage électoral juste. Des institutions réellement indépendantes et des mécanismes de

règlement pacifique des différents électoraux devront être mis en place. **Nous unissons nos efforts afin de mettre les institutions européennes qui financent et contrôlent certaines élections, devant l'absolue nécessité d'en certifier la validité lorsque du moins elles sont sollicitées.** Mais cette exigence de démocratie basée sur l'Etat de droit est insuffisante si elle n'est pas prolongée par une exigence plus forte de République sociale.

Cette République sociale est la seule à pouvoir garantir à la fois **la neutralité de l'Etat vis-à-vis des opinions religieuses ou philosophiques des citoyens** et sa capacité à impulser l'émancipation du peuple. Cette République sociale est la mieux à même de lutter contre la tentation de l'ethnisme, facteur de désordres et de violences et contre le fondamentalisme de telle ou telle religion.

Certains pays africains sont aux mains d'un clan mafieux exerçant ses activités de trafic de drogues ou de matières premières au profit des seuls intérêts de la famille élargie du dictateur. D'autres pays fonctionnent somme toute de la même manière mais au bénéfice d'une ethnie particulière en général minoritaire et dont la venue au pouvoir a été favorisée par l'ancien colonisateur. La majorité des pays souffrent de déficits démocratiques qui ont servi l'ancien colonisateur dans sa volonté de continuer à façonner les pays africains dans le sens des intérêts impérialistes qui sont les siens. Certains pays ont un fonctionnement dynastique, certains sont entre les mains d'ex-militaires reconvertis dans la violence privée, certains sont paralysés par une peur diffuse de contrôles illégaux et de répressions anti-démocratiques.

Les solutions sont peut-être différentes selon les pays mais le processus de la révolution citoyenne et souveraine est le même : regroupement de partis progressistes et de représentants de la société civile autour d'une plate-forme de révolution citoyenne, éducation populaire dans les villages afin de faire prendre conscience aux travailleurs et précaires des deux sexes de leur condition et des possibilités d'émancipation, marches de protestation répétées régulièrement, implication forte des femmes, utilisation révolutionnaire des réseaux sociaux afin de faire passer les mots d'ordre, surveillance citoyenne des élections avec comptage et consolidation parallèle des résultats, solidarité panafricaine, relais international avec les forces politiques européennes et latino-américaines engagées dans la révolution citoyenne.

#### **Afin de donner la parole au peuple, les forces progressistes africaines s'engagent :**

À formuler leurs exigences d'un fonctionnement démocratique tenant compte de l'histoire et des forces socio-économiques du pays. L'ajustement aux réalités africaines ne devrait aucunement constituer des arguties pour justifier une soi-disant démocratie à l'africaine où le peuple est infantilisé et utilisé comme « force d'appoint » juste pour accorder aux dirigeants les voix qui leur permettent de l'oppresser et de l'appauvrir « légalement ».

À généraliser la culture démocratique participative dans tous les segments de la société : familles, villages, collines, écoles, coopératives, entreprises, etc., afin de favoriser une dialectique de la collégialité et de l'excellence dans la complémentarité.

À aborder avec un regard critique certaines dérives (le tribalisme, le militarisme, le refus de l'alternance, le statut de la femme et de la jeune fille, la politique de la main tendue, le fatalisme et le pessimisme, l'abus de l'hospitalité, la conception patrimoniale, confiscatoire et privative du pouvoir politique) à travers l'école, les médias, le théâtre, l'alphabétisation fonctionnelle et l'animation culturelle des communautés de base.

À impulser au niveau des organisations de base, une culture des droits de l'homme, de la mobilisation, du respect de l'environnement, de la revendication des droits, de la résistance et de la lutte.

À mettre à profit l'Internet et les TIC pour nouer des relations citoyennes internationales et échanger les expériences de développement, d'innovation et d'émancipation de toute sorte.

## 5 Pour une autonomie internationale :

La révolution citoyenne et souveraine dénonce la nouvelle forme d'impérialisme initiée par les anciennes puissances coloniales, qui remplace l'impérialisme étatique par l'impérialisme des institutions internationales dont elles ont le contrôle total.

La révolution citoyenne et souveraine africaine récuse toute tentative de perpétuation de la colonisation au profit de nouveaux impérialismes nationaux ou internationaux, qu'ils soient territoriaux ou économiques et apporte son soutien au droit à l'autodétermination des peuples cherchant à sortir du colonialisme et à se dégager de l'impérialisme.

Toute révolution citoyenne et souveraine dénonce la partialité d'un système international (FMI, Banque Mondiale, OMC...) qui en prétendant défendre les droits humains universels, cherche en réalité à perpétuer la domination des peuples par une oligarchie disposant des pouvoirs politique, économique, militaire. **Les pays engagés dans cette révolution uniront leurs forces afin de veiller à ce que l'ONU se démocratise selon le principe d'égalité des nations et respecte ses obligations en termes de droit international**, en particulier celles prescrites par la Charte de l'ONU, et que ses représentants n'outrepassent pas les pouvoirs qui leur sont accordés.

La révolution citoyenne et souveraine africaine passe **un renouveau du panafricanisme** défini non plus comme l'idéal d'un gouvernement continental et de l'abolition des frontières mais comme un processus impliquant les peuples et porté par eux et leurs gouvernements, processus ponctué de réalisations concrètes (mutualisation de projets, rapprochements devant faciliter la vie des populations, reconnaissance d'espaces culturels transfrontaliers etc...). Ce renouveau du panafricanisme passe aussi par de **nouvelles formes d'intégration régionale** qui ne sauraient être les intégrations économiques régionales actuelles uniquement tournées vers le profit. Ce seront au contraire des intégrations qui cherchent à bâtir la souveraineté et l'indépendance de telle ou telle sous-région du continent face aux prétentions hégémoniques des puissances tutélaires traditionnelles. Les nouvelles voies de l'intégration régionale passent par des mécanismes qui ne placent pas le marché et le libre-échange au cœur des processus mais les principes de coopération, de solidarité et de complémentarité. Ces nouvelles voies permettront ensuite de faire évoluer l'Union Africaine de son statut actuel de club de dictateurs au statut d'instance représentative des peuples africains dans le concert des nations.

Le Parti de Gauche veut que la France renégocie avec les institutions européennes afin de **réviser les politiques d'aide au développement selon le principe de justice et de solidarité dans l'intérêt des pays africains** et crée un rapport de forces avec les structures internationales qui pillent l'Afrique et ce afin d'aller dans le sens de la défense des biens communs et de l'intérêt des peuples.

Le Parti de Gauche veut mener une politique **de paix et de solidarité** et inventer avec ceux qui le souhaitent un nouvel équilibre économique mondial qui ne soit plus basé sur les logiques libérales et la maximisation du profit, mais sur la solidarité.

**Nous, forces progressistes africaines nous engageons à :**

Réinventer un panafricanisme moderne et soucieux des peuples.

Elaborer une nouvelle philosophie de la coopération régionale et internationale, basée sur les besoins et les cultures endogènes, la pluralité des approches, la valorisation des ressources, des forces et créativité locales.

Nous nous engageons à promouvoir une intégration, non pas du marché, mais une intégration des peuples, qui met en avant les rapports humains, sociaux, culturels. L'intégration économique doit avoir comme socle la satisfaction des besoins fondamentaux des populations respectives des pays concernés, de façon durable et la préservation de l'environnement ; ainsi que la complémentarité des productions et la nécessité d'harmoniser les niveaux de développement de tous les pays.

Lutter contre le chauvinisme, l'expansionnisme mais aussi contre la balkanisation de l'Afrique qui fragilise davantage nos Etats et notre continent. La création des universités régionales, l'échange des étudiants, des enseignants et chercheurs, la mise en commun des projets et des moyens de recherches devront constituer un des piliers de l'intégration de nos pays dirigés par des forces progressistes.

Unir nos forces pour décoloniser réellement l'Afrique et faire de l'Union africaine une union des peuples africains et une instance ayant les moyens de représenter et de défendre les intérêts des citoyens africains.

Lutter pour une démocratisation de l'ONU et de toutes les organisations intergouvernementales en résistant aux tendances unilatéralistes, oligopolistiques et réorienter les instances internationales dans une logique du développement solidaire, de la protection de la nature, de la diversité culturelle et biologique et de la planète, ainsi que d'une éthique des sciences et des technologies.

## **6 Pour le respect de la dignité de l'homme et de la femme :**

La révolution citoyenne et souveraine africaine présuppose le respect de la dignité de l'homme et de la femme quelles que soient les traditions et les religions, ce qui implique le primat accordé à l'esprit critique sur l'esprit de soumission, le rejet de tout pouvoir abusif de l'autorité en matière religieuse, du privilège en matière politique et du Capital en matière économique. La révolution citoyenne et souveraine a une éthique qui consiste à remettre en question la logique du profit et de l'enrichissement facile et rapide : l'Afrique est bien placée pour revendiquer des valeurs non-marchandes, non-guerrières, de respect de la tradition, de la recherche du consensus, du sens de la responsabilité et du partage.

En ce qui concerne le religieux, la révolution citoyenne et souveraine respecte la liberté de conscience c'est-à-dire la liberté de croire ou de ne pas croire ; elle respecte en particulier les croyances populaires, fussent elles à base religieuse, dans la mesure où elles portent les exigences de justice et d'égalité fondamentales.

La révolution citoyenne et souveraine ne peut aboutir qu'en dépassant le cadre formel de la démocratie et des droits humains, et en concevant des relations nouvelles entre hommes et femmes, gouvernants et gouvernés, aînés et cadets, relations basées sur le respect des

codes de conduite, des institutions et des écosystèmes et ce dans le cadre d'une éthique de responsabilité.

La révolution citoyenne et souveraine africaine implique le **respect du corps des femmes** et n'accepte aucune mutilation et aucun viol. La révolution citoyenne et souveraine africaine implique le rejet de toutes les discriminations.

Le Parti de Gauche considère que « *l'homme africain* » est le premier à être entré dans l'histoire et s'engage au respect des identités et des cultures ; le retour de l'humain dans notre pays devra s'inspirer de la **profonde fraternité** que l'on éprouve en Afrique.

**Nous, forces progressistes africaines nous engageons à :**

Impulser l'égalité entre les hommes et les femmes en critiquant les mythes, coutumes et tout ce qui dans les traditions inculque une mentalité mutilante et inégalitaire

Rechercher la parité et l'égalité des chances au niveau de l'école, des institutions et de l'emploi

Créer un climat général de coexistence et de tolérance entre les civilisations, les cultures, les religions, les orientations artistiques.

## **7 Pour un enrichissement culturel réciproque et un renouveau de notre histoire commune :**

La révolution citoyenne et souveraine africaine présuppose de placer l'humain en tête des préoccupations des politiques et favorise tout ce qui peut rapprocher les peuples dans le respect de leurs cultures.

Outre une meilleure connaissance réciproque de nos cultures, nous devons mener ensemble une réelle **bataille culturelle** qui passe par l'éducation populaire, pour décoloniser nos imaginaires imprégnés de réflexes colonialistes et pour empêcher qu'ils soient envahis par la sous-culture consumériste.

La révolution citoyenne de la France et des pays africains francophones trouve sa légitimité dans notre histoire commune et dans la langue qui nous unit. Mais la langue française d'une part ne doit pas être le paravent derrière lequel se cachent les intérêts capitalistes, d'autre part ne doit pas être le prétexte pour étouffer les langues africaines.

Cela fait longtemps que l'Afrique joue un rôle décisif dans l'histoire de l'humanité mais des siècles d'esclavage, de colonisation comme événement-traumatisme et d'impérialisme néo-colonial ne lui ont pas permis de tenir le rang qui est le sien parmi les nations. La violence qui a caractérisé jusqu'à présent les rapports entre nos pays doit prendre fin, la servitude volontaire dans laquelle s'est placée une grande partie de la classe politique doit prendre fin.

Le Parti de Gauche veut que la France **regarde son histoire en face** en créant des commissions d'enquête sur les atrocités commises durant la colonisation et sur les implications de la France dans les massacres et génocides et dans les coups d'Etat et renversements militaires.

Le Parti de gauche s'engage à **promouvoir toutes les actions culturelles** (formation, histoire sociale,...) nécessaires afin que la « postcolonie » qui imprègne les mentalités sous des formes variées allant du racisme aux préjugés vulgaires ou de la simple incompréhension, soit résorbée progressivement, sans nier pour autant l'existence du legs colonial qui est inhérent aux formes d'oppression de classe ou de genre et à la condition sociale des migrants et des afro-descendants.

Le Parti de gauche veut que **l'éducation nationale** intègre systématiquement dans ses programmes la connaissance des réalités partant de l'esclavage à la colonisation de façon à combattre par l'éducation le racisme structurel de la société française enfermée dans un déni de son histoire.

**Nous, forces progressistes africaines nous engageons à :**

Combattre la reproduction des lignes de domination d'accumulation et d'exclusion héritées de l'époque impériale et cultiver et renforcer la sensibilité anti-impérialiste comme moyen d'ébranler les assises idéologiques des classes dominantes africaines.

Rejeter les identités trompeuses de l'ethnicité qui se sont cristallisées lors du moment colonial et reconstituer une réelle authenticité basée sur la tradition réactualisée et la modernité.

Combattre les mythes et les idéologies racistes et tribalistes et toutes théories mortifères des races ou des ethnies supérieures, dans le monde et en Afrique, particulièrement le hamitisme qui a gangrené la région de Grands Lacs.

Cultiver la fraternité entre les ethnies et les peuples africains et ainsi éviter l'instrumentalisation des minorités et des ONG à des fins impérialistes inavouées.

**Vive la révolution citoyenne et souveraine africaine !**